

USA/Immigration

Le programme Daca pour les jeunes immigrés "probablement mort"

AFP
Washington/USA

Le président Donald Trump a estimé, hier, que le programme Daca, qui permet à 690.000 jeunes immigrés de travailler et d'étudier aux Etats-Unis en toute légalité, était "probablement mort". "Daca est probablement mort parce que les démocrates n'en veulent pas vraiment, ils veulent juste parler et prendre de l'argent dont notre armée a désespérément besoin", a tweeté M. Trump. Et de poursuivre : "En tant que président, je veux que les gens venant dans notre pays nous aident à être plus forts et grands à nouveau, des gens qui viennent à travers un système basé sur le mérite. Plus de loteries ! "America first". Ces déclarations interviennent après plusieurs jours de vives condamnations à travers le monde de propos qu'auraient tenus le milliardaire républicain jeudi, lors d'une réunion avec des parlementaires américains à la Maison Blanche. Selon plusieurs médias et des témoins, il a dénoncé l'immigration en provenance de "pays de merde" tels que Haïti, le Salvador



Photo : AFP

Le président américain contre le programme Daca.

ou des pays africains. Il a contesté vendredi l'utilisation de cette expression, reconnaissant avoir néanmoins utilisé un langage "dur". Les parlementaires étaient présents pour évoquer les discussions entre les responsables

des deux partis pour encadrer le sort des "Dreamers", les jeunes bénéficiaires du programme appelé Daca (Deferred Action for Childhood Arrival), hérité de l'administration de Barack Obama. En septembre, le prési-

dent Donald Trump a abrogé le programme qui a permis à 690.000 jeunes, entrés illégalement aux Etats-Unis, alors qu'ils étaient enfants, de travailler et d'étudier en toute légalité en les protégeant de l'expulsion. Il a donné

jusqu'au 5 mars au Congrès pour trouver un compromis. Mais il a lié toute régularisation à son projet de mur à la frontière avec le Mexique, auquel les démocrates se sont jusqu'à présent opposés fermement.

Angola/Politique

Angola: la purge anti-Dos Santos se poursuit

AFP
Luanda/Angola

APRÈS la fille, le fils ! Cent jours à peine après son investiture, le président angolais Joao Lourenço a mis sur la touche les proches de son prédécesseur Jose Eduardo dos Santos, symboles d'un régime corrompu avec lequel il affirme vouloir rompre. Ouvert en novembre 2017 avec l'éviction d'Isabel dos Santos de la compagnie publique pétrolière Sonangol, ce grand ménage s'est conclu, la semaine écoulée, avec celui de son demi-frère, Jose Filomeno, du fonds d'investissement souverain du pays. depuis des semaines, la chute du fils de l'ex-chef de l'Etat, surnommé "Zenu", n'a surpris personne. Depuis son arrivée au pouvoir dans la foulée des élections d'août dernier, M. Lourenço a remanié à sa main tout ce que l'Angola compte d'institutions et d'entreprises publiques en s'y débarrassant des fidèles de l'ancien régime. "Lourenço a mis de côté

toutes les personnalités sur lesquelles il n'a pas de contrôle", résume l'analyste Benjamin Augé, de l'Institut français pour les relations internationales (Ifri). "Les membres de la famille Dos Santos font partie de cette catégorie, ils ont donc été un à un écartés." Comme sa soeur Isabel, Jose Filomeno dos Santos incarnait l'empire politico-financier bâti par son père, qui a profité de son règne de 38 ans pour mettre l'économie du pays en coupe réglée au profit d'une poignée de proches. Longtemps un pilier de ce régime, Joao Lourenço avait promis pendant sa campagne électorale de prendre ses distances avec ce système et de combattre la corruption, où qu'elle soit. "Personne ne sera au-dessus des lois", avait-il martelé. Jusque-là intouchable, la famille Dos Santos s'est très vite retrouvée sur le banc des accusés. A la suite de plusieurs articles de presse, la nouvelle direction de la Sonangol a annoncé enquêter sur des mouvements de fonds

jugés "suspects" ordonnés par son ancienne patronne. "Zenu" est, lui, mis en cause dans le scandale des "Paradise Papers". La télévision publique TPA a de son côté récemment révélé les détails d'un contrat très généreux, aujourd'hui annulé, qui a fait pendant des années la fortune d'une société de production d'une autre fille Dos Santos, Welwitschia. Studio dernier cri, personnel, véhicules, le tout pour un montant annuel de 17,5 millions de dollars, entièrement aux frais du contribuable angolais, un des plus pauvres de la planète... "Ce contrat était défavorable à l'Etat", a justifié M. Lourenço devant la presse. "La TPA l'a donc rompu". L'époux d'Isabel, le collectionneur d'art et homme d'affaires congolais, Sindika Dokolo, n'a pas non plus échappé à la purge. La société angolaise de commercialisation des diamants a cédé ses parts d'un joaillier suisse dont M. Dokolo est actionnaire. La famille Dos Santos a peu goûté ce vent du chan-

gement. Considérée par le magazine américain Forbes comme la femme la plus riche d'Afrique, Isabel a nié toute malversation et dénoncé une "campagne de diffamation" et de "fausses nouvelles". Toujours chef du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) au pouvoir, Jose Eduardo dos Santos s'est lui-même ému du ménage ordonné par son successeur. "Les changements sont nécessaires mais ne devraient pas être aussi radicaux", a-t-il lancé le mois dernier lors d'une de ses très rares apparitions publiques. Une fois n'est pas coutume, l'opposition a salué l'offensive du gouvernement contre le "népotisme" d'un système qu'elle dénonce depuis longtemps. Elle réclame désormais des poursuites. "Tous ces limogeages ne seront politiquement pertinents que s'ils sont suivis de sanctions pénales", a déclaré le vice-président d'un des deux principaux partis d'opposition, la Casa-CE, Lindo Bernardo Tito, "le président doit or-

donner sans délai des enquêtes judiciaires". Peu estiment toutefois que Joao Lourenço s'aventurera jusque-là. "Je doute fort qu'un dossier judiciaire sérieux puisse émerger contre la famille. Même si l'enquête interne de la Sonangol constitue clairement un avertissement", juge Alex Vines, du centre de réflexion britannique Chatham House. Par souci d'apaisement, Joao Lourenço a tenu lui-même à démentir toute "vendetta" contre le clan dos Santos. "Je ne vois aucune tension dans nos relations", a assuré le chef de l'Etat lors d'une conférence de presse donnée à l'occasion de ses cent premiers jours à la tête du pays. "Nous ne persécutons pas ces gens", a-t-il insisté. "Lourenço doit faire en sorte que la transition se poursuive en douceur", analyse M. Vines. "Dos Santos a prévu de quitter la présidence du MPLA en 2018. S'il a le sentiment qu'une chasse aux sorcières est en cours contre sa famille et ses proches, il pourrait bien traîner les pieds".

L'Afrique en bref

• Mali/jihadistes
Reconnaissance des attaques

L'ORGANISATION jihadiste d'Adnan Abou Walid Sahraoui, qui a prêté allégeance au groupe Etat islamique (EI), a revendiqué une série d'attaques dans le Sahel, notamment contre des militaires français et américains, dans un communiqué relayé, vendredi, par l'agence privée mauritanienne ANI. Il proclame sa "responsabilité dans l'attaque contre un commando américain en octobre au Niger, dans la région de Tongo Tongo", jusqu'alors largement attribuée au groupe, mais qui n'avait pas été revendiquée, ainsi que contre celle qui a frappé jeudi la force française Barkhane au Mali, selon le communiqué. Le 4 octobre, 4 soldats américains et quatre militaires nigériens avaient été tués dans une embuscade tendue par des jihadistes à Tongo Tongo, un village proche du Mali. Trois soldats de la force française Barkhane ont été blessés jeudi, dont un grièvement, lors d'un attentat-suicide à la voiture piégée contre leur convoi entre Ménaka et Indelimane, dans le nord-est du Mali.

RDCongo/religion
LE collectif catholique ne démont pas.

Le collectif catholique à l'origine d'une marche réprimée le 31 décembre en République démocratique du Congo appelé à une nouvelle manifestation le 21 janvier, promettant de "ne plus donner de répit à la dictature". "Ce dimanche 21 janvier 2018, main dans la main, comme d'habitude, allons marcher pacifiquement avec nos rameaux de paix, nos bibles, nos chapelets, nos crucifix pour sauver le Congo, notre patrimoine commun, dans le respect sacré des personnes et des biens", a écrit dans un communiqué le Comité laïc de coordination.

Guinée équatoriale/parlement

Un opposant rejette sa nomination au Parlement LE chef du parti équato-guinéen d'opposition Convergence pour la démocratie sociale (CPDS), Santiago Obama Ndong, a rejeté sa nomination comme sénateur par le président Teodoro Obiang Nguema, a annoncé son parti samedi. Le CPDS "ne peut pas prêter un sénateur au général Obiang pour colorer son parlement monocouleur", selon un communiqué du parti, en référence au Parlement composé d'élus du parti au pouvoir et de ses alliés. Le principal parti d'opposition, Citoyens pour l'innovation (CI), qui a obtenu un siège à l'assemblée nationale aux élections de novembre, a boycotté, vendredi, la cérémonie d'installation du parlement car son député est en prison.